

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Arrêté préfectoral portant mise en demeure
à l'encontre de la Selarl PJA, liquidateur judiciaire de la société SN BRANCHER (SOCIETE
NOUVELLE BRANCHER),
pour une exploitation située sur la commune de Tremblay-les-Villages

N° AIOT : 0010004854

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R.512-75-1, R.512-39-1, R.512-39-3 ;

VU la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2000 relatif aux prescriptions à imposer à la SA des ENCREs G et P BRANCHER Frères dans le cadre de la création d'une unité de fabrication d'encres et de vernis pour l'industrie graphique sur le territoire de la commune de Tremblay-les-Villages ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2018 relatif à l'exploitation d'une unité de fabrication d'encres et de vernis pour l'industrie graphique située sur le territoire de la commune de Tremblay-les-Villages et exploitée par BRANCHER KINGSWOOD ;

VU l'arrêté préfectoral portant mise en demeure de la SOCIETE NOUVELLE BRANCHER à Tremblay-les-Villages ;

VU l'ordonnance n°2023F00246 du 6 avril 2023 du tribunal de commerce de Chartres prononçant la liquidation judiciaire de la société SN BRANCHER et nommant la Selarl PJA en tant que liquidateur judiciaire de la société SN BRANCHER ;

VU la notification au Préfet d'Eure-et-Loir de la cessation définitive des activités adressée par la Selarl PJA en date du 10 juillet 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral n°72-2024 du 19 juillet 2024, portant délégation de signature au profit de Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement - spécialité installations classées, relatif à l'inspection menée le 7 mai 2024, et transmis au liquidateur judiciaire de la société SN BRANCHER le 06 juin 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courrier en date du 17 juin 2024 informant le liquidateur judiciaire de la société SN BRANCHER des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

VU l'absence de réponse du liquidateur judiciaire de la société SN BRANCHER suite à la transmission du projet d'arrêté de mise en demeure

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection précitée menée le 7 mai 2024 par l'inspection des installations classées a mis en évidence un défaut de mise en sécurité du site suite à la cessation définitive d'activité, conformément à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le liquidateur judiciaire de la SN BRANCHER n'a pas adressé au préfet l'attestation mentionnée à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, justifiant la mise en sécurité du site suite à la cessation définitive d'activité ;

CONSIDÉRANT que le liquidateur judiciaire de la SN BRANCHER n'a pas adressé au préfet le mémoire de réhabilitation du site et l'attestation mentionnée à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement dans les 6 mois qui suivent la mise à l'arrêt des activités ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure le liquidateur judiciaire de la société SN BRANCHER de respecter les prescriptions des articles précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La Selarl PJA, liquidateur judiciaire nommée par ordonnance n°2023F00246 du 6 avril 2023 du tribunal de commerce de Chartres de la société SN BRANCHER (SOCIETE NOUVELLE BRANCHER), qui exploitait une unité de fabrication d'encre et de vernis pour l'industrie graphique située sur le territoire de la commune de Tremblay-les-Villages, **est mise en demeure de prendre des mesures pour respecter les prescriptions des articles R.512-75-1, R. 512-39-1 et R. 512-39-3 du code de l'environnement, à savoir :**

- Mettre en sécurité le site au regard de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement **dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté ;**
- Faire attester de la mise en œuvre des mesures pour assurer la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, conformément à l'article R. 512-39-1, et adresser cette attestation à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir **dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté ;**
- Adresser le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, compte tenu de l'usage prévu pour les terrains concernés **dans un délai de 90 jours à compter de la notification du présent arrêté ;**
- Faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code

de l'environnement et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte de l'usage futur, et adresser cette attestation à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir **dans un délai de 90 jours à compter de la notification du présent arrêté ;**

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Faute par la Selarl PJA, liquidateur judiciaire de la société SN BRANCHER de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171- 8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

ARTICLE 4 : NOTIFICATIONS-PUBLICATIONS

1) Le présent arrêté est notifié à la Selarl PJA, liquidateur judiciaire de la société SN BRANCHER par voie administrative.

2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.

3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement-Centre Val de Loire.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le **- 5 AOUT 2024**

Le Préfet,

Le Sous-Préfet,


Christophe HERIARD

